

Pour le SeFaFi, l'élection d'un président ne suffit pas à garantir la bonne marche des affaires étatiques. « **Les législatives et les communales constituent même les échéances électorales les plus importantes** : elles permettent d'élire les représentants de la population chargés d'élaborer et de voter les lois de la République (législatives), ainsi que les responsables qui fourniront aux citoyens des services administratifs de proximité (communales). Devraient aussi enfin suivre les élections régionales et provinciales. Il est donc crucial de se pencher dès maintenant sur l'organisation de ces scrutins ». Le SeFaFi appelle les citoyens à un vote responsable : « **osons sanctionner par le vote, ne laissons pas les autres bourrer les urnes en votant à notre place** », lance-t-il.

Une « **Charte de bonne conduite et d'intégrité** » pour les candidats à la présidentielle a été élaborée par le CFM. Son président a expliqué qu'il s'agit d'une « *initiative morale capitale* », dans une démarche commune de recherche d'apaisement. « *Le candidat s'engage à respecter les lois en vigueur, à saisir les juridictions compétentes, en cas de fraudes ou de contentieux, au lieu de descendre dans la rue et de recruter des gros bras* », explique-t-il. Mais si la charte a pour but de prévenir ce genre d'agissements, elle ne possède pas de caractère obligatoire. De nombreuses institutions et organisations de la société civile ont été associées aux travaux préparatoires. Seuls 27 représentants des candidats sur 36 ont participé à la réunion de présentation du draft. Parmi les absents, le représentant d'Andry Rajoelina. Un seul candidat est venu en personne. La cérémonie de signature est fixée au 3 octobre. Une campagne de vulgarisation suivra, prise en charge notamment par le mouvement Rohy.

**Financement des campagnes électorales des candidats** : « **Guerre de moyens occultes** », titre *Tribune*. L'étude comparative des pratiques dans l'espace francophone, confiée par l'UE à un consultant en décembre 2016, éclaire sur les sources et l'ampleur des financements des candidats. « *C'est finalement une guerre de moyens et non une campagne de persuasion par les idées* », déplore le site. Il est notamment écrit : « *Le financement politique en Afrique francophone demeure de provenance privé et souvent occulte, ouvrant ainsi la porte aux dons provenant de l'étranger et/ou de fonds illicites* ». C'est seulement en 2018, grâce à cette étude comparative, que l'on se rend compte des sommes colossales distribuées par le vainqueur des présidentielles de 2013 : 43 millions de dollars, soit 21,5 dollars par voix obtenue. On peut en déduire, ajoute le site, que des centaines de millions de dollars circulent dans le pays à l'occasion de cette élection.

**Après vérification de la liste électorale par la CENI, le nombre d'électeurs est de 9 903 599**, près de l'objectif de 10 millions que la Commission s'était assigné. Le vice-président de la CENI a souligné que 250 000 doublons ont été retirés, ainsi que 4 000 autres indument inscrits. Nombreux seraient cependant les électeurs qui se plaignent de ne pas figurer sur la liste. Alors que la liste était annoncée comme bouclée, 10 289 électeurs ont été ajoutés avec l'accord des tribunaux. Objectif de la CENI : prendre en compte les « *électeurs omis* » qui ont effectivement accompli la procédure d'inscription. A ce nombre d'omis (23 159) ont été retranchés 12 870 doublons. **La conclusion d'un l'audit mené par l'OIF évoque un fichier électoral « fiable malgré quelques anomalies** ». Dans ses conclusions, le général Siaka Sangaré, chef de mission, a avancé que « *le cadre légal est conforme aux normes légales internationales, inspirées des instruments internationaux tels que la DUDH, le Pacte international relatif aux droits civiques et politiques (...)* ».

La plateforme de la société civile Rohy a annoncé le **lancement d'un « Observatoire indépendant des élections » et le déploiement de 6 050 observateurs nationaux**. Ils seront en place dans 520 communes au plus tard le 7 octobre, un mois avant le 1er tour du scrutin.

**Une formation a été proposée aux assesseurs**. Une session de 2 jours financée par l'USAID et réalisée par l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA) et par la CENI.

**Une mission d'observation électorale de l'UE** sera conduite par un membre du Parlement européen. L'équipe d'encadrement est composée de 10 personnes. 40 observateurs de longue durée seront déployés dès le 6 octobre pour observer le processus électoral dans les différentes régions.

**La CENI craint des risques des litiges électoraux suite à la publication des résultats de sondages d'opinion. La première opération du genre à Madagascar, annoncée par la fondation allemande Friedrich Ebert, a été interdite** au dernier moment par le pouvoir. La revue *Politikà* s'est vue amputée des 16 pages qui devaient relater les résultats. Les initiateurs du sondage ont déploré une telle décision, arguant du fait que ce genre d'opération est « *une démarche courante et acceptée dans toutes les démocraties du monde, quoique inédite dans l'histoire des élections à Madagascar* ». La FES a précisé que ce sondage aurait pu éclairer l'opinion sur l'importance que l'on donnait à la notion de « *grands* » et de « *petits* » candidats. Il aurait pu changer la perception des électeurs à qui ont été présentés des « *pseudos favoris* », jugés sur leur capacité à rassembler des foules et à organiser des shows électoraux. La décision a provoqué de vives réactions sur les réseaux sociaux. La loi électorale interdit les sondages à partir du 7 octobre, date d'ouverture de la campagne officielle.

**Plusieurs pays** (Corée, Japon, Allemagne, Grande Bretagne) **ont apporté leur contribution au financement de la campagne**, via le Basket Fund Sacem (Soutien au cycle électoral) dirigé par le Pnud.

**Vague de nomination avant le départ de Hery Rajaonarimampianina**. Le dernier conseil des ministres que le chef de l'Etat a dirigé avant sa démission suite à sa candidature à sa propre succession a été marqué par la nomination de deux de ses anciens ministres au poste d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Russie et en Chine. La dame de compagnie de son épouse a été nommée sénatrice. Des nominations qui ont suscité nombre d'interrogations.

En outre, des promotions ont été décidées in extremis en faveur de 65 officiers élevés aux différents grades de généraux. Plusieurs centaines d'autres officiers ont bénéficié d'un avancement. « **Les forces armées défendront le verdict des urnes** », déclare le ministre de la défense.

**Didier Ratsiraka a tenté de mobiliser les autres candidats dans l'objectif de réclamer le report du scrutin après la saison des pluies, en mai 2019.** Ils sont 16 à avoir répondu à son initiative. Le candidat Tabera Randrianarisoa, qui a déposé auprès du Conseil d'Etat une requête en annulation du décret de convocation des électeurs en date du 29 juin pour irrégularités, était au nombre des contestataires. Des partisans du candidat Solo Norbert Randriamorasata sont venus protester contre la candidature d'Andry Rajoelina devant la HCC. « *Le pouvoir n'est pas fait pour les putschistes* », pouvait-on lire sur leurs pancartes. *La Dépêche* rappelle que des politiciens, des leaders syndicaux et des organisations de la société civile ont déjà alerté les magistrats de la HCC sur cette entorse aux principes qui prévalent au niveau international. Le quotidien rappelle en outre que l'Alliance Voahary Gasy et Transparency International ont mis en cause Andry Rajoelina et la Transition dans les trafics de bois de rose. Pour *Les Nouvelles*, qu'il s'agisse de la requête déposée par Tabera Randrianarisoa ou de l'initiative de Didier Ratsiraka, tout a été entrepris dans le but unique d'éviter au président de la République d'avoir à démissionner avant le 7 septembre, comme le lui impose la Constitution.

**La HCC et le Conseil d'Etat ont rejeté toutes les requêtes déposées** mais neuf candidats validés par la HCC - parmi lesquels Didier Ratsiraka, l'ancien premier ministre Olivier Mahafaly et le président de l'Assemblée nationale sortant, Jean-Max Rakotomamonjy – ainsi que sept autres « *recalés* » par la HCC ont persisté à contester la tenue de l'élection le 7 novembre et exigé la mise en place d'une nouvelle transition.

Conformément à la Constitution, **Hery Rajaonarimampianina, candidat à sa propre succession, a démissionné.** *Midi* évoque une « *démission aux forceps* » : Hery Rajaonarimampianina aurait tenté de s'accrocher à son siège « *en organisant toute une manœuvre et en encourageant des mercenaires politiques pour lui venir en aide* ». **L'intérim a été confié à la deuxième personnalité de l'Etat, le président du Sénat Riko Rakotovo**, issu du parti présidentiel, le HVM, dont les attributions seront limitées. Mananjara Andriambololona, vice-président du Sénat, membre du HVM, a succédé à Rivo Rakotovo à la présidence de la Chambre haute. Les attributions réduites du chef de l'Etat par intérim ont été précisées par la HCC.

**Norbert Lala Ratsirahonana est sorti de l'ombre en apportant son soutien à Andry Rajoelina.** Ce vétéran de la politique, qualifié de « *faiseur de roi* » depuis l'époque de Didier Ratsiraka, avait été nommé conseiller spécial de Hery Rajaonarimampianina à la présidence de la République en 2015.

**Meetings de pré-campagne : seuls neuf candidats disposant de moyens conséquents sont visibles sur le terrain.** La campagne officielle commencera le 7 octobre et 27 candidats, peu pourvus en moyens, attendent encore pour se manifester en public.



**Andry Rajoelina persona non grata pour des étudiants malgaches en France.** Une levée de boucliers a eu lieu parmi les étudiants malgaches en Sciences Po Paris où Andry Rajoelina était l'invité de deux associations. De jeunes diplômés et étudiants ont adressé une lettre de protestation aux responsables de l'institution. L'ex-président de la Transition était accompagné par l'homme d'affaires Mamy Ravatomanga, actuellement inquiété par la justice française pour des biens mal acquis. Les contestataires ont mis en cause la neutralité des organisateurs alors que le conférencier est en pleine campagne électorale. **Andry Rajoelina a poursuivi son séjour à Paris par une rencontre avec la diaspora et le promotion de l'ouvrage qu'il vient de publier.** « *En 2009, je ne me m'étais pas préparé pour diriger le pays, j'ai été emporté par le patriotisme*

*qui est en moi, mais après avoir traversé toutes les épreuves, cette année, je suis fin prêt, je me suis bien préparé pour diriger le pays* », a-t-il lancé à nouveau.

**La tension est montée dangereusement entre trois principaux candidats qui se livrent à des menaces et intimidations,** ont constaté *Midi* et *L'Express* qui condamnent les propos « *haineux et violents* » tenus par les partisans d'Andry Rajoelina à l'endroit des étudiants de Sciences Po Paris. **Pour les médias, la précampagne est sur une pente glissante.** Chaque camp se voit déjà vainqueur dès le premier tour et ne semble pas prêt à accepter un résultat défavorable. *L'Express* doute de la capacité de la CENI et de la HCC à arbitrer de duel à trois, institutions dont la neutralité est mise en doute.

**La Russie s'intéresserait de près à la campagne présidentielle.** En ligne de mire le pétrole des îles Eparses, dont la rétrocession figure au programme du pasteur Mailhol et de plusieurs candidats. Les Russes auraient noué de nombreux contacts avec les candidats et le chef de l'Etat sortant en vue d'introduire des intérêts dans de grands projets miniers. Des appuis financiers auraient été proposés à certains candidats. La Russie s'intéresserait notamment au rachat de Toliara Sands en alimentant la campagne de dénigrement du projet, croit savoir *La Lettre de l'océan Indien*. **Les ressources pétrolières des îles Eparses font l'objet de multiples convoitises,** écrit le quotidien *Les Nouvelles*. Des zones d'ombre persistent sur les tractations qui ont eu lieu ou sont en cours. Parmi lesquelles, un mystérieux

contrat de 300 millions conclus par l'Etat avec une société pétrolière brésilienne concernant des blocs pétroliers de Belo sur Mer relevant de la ZEE des îles Eparses considérée comme étant sous juridiction française.

**700 kg de poissons ont été saisis par des bâtiments français** sur des bateaux de pêches malgaches présents dans la zone économique exclusive des îles Eparses.

Le **dossier des îles Eparses sera de nouveau porté devant les Nations unies par la France et Madagascar** pour une prise de décision, annonce le président par intérim, Riko Rakotovo, à l'issue d'une rencontre avec le conseiller Afrique du président français, en marge de l'AG de l'ONU.

L'**IDH 2018** indique que Madagascar a légèrement amélioré son score, passant de l'indice 0,512 à 0,519 mais a **régressé dans le classement**, passant de la 159e à la 161e place. Le chômage et le sous-emploi atteignent des niveaux alarmants et le rapport pointe du doigt les défis liés à l'insécurité.

Le « **mois de l'amnistie en Afrique** » a été **célébré pour la 1ère fois à Madagascar**. Des manifestations ont été organisées dans ce cadre à l'initiative de plusieurs ministères. Des points de collecte d'armes ont été mis en place. L'Etat accordera la régularisation des armes à feu à ceux qui n'ont pas d'autorisation adéquate. Le ministère de la défense compte mener un programme de marquage, d'enregistrement et de traçage des armes. La société civile est invitée à s'impliquer dans la lutte contre la prolifération des armes. Pour la CNIDH, le phénomène est « *hors contrôle* ».

L'activité des sériciculteurs de **Soatanàna** (région Amoron'i Mania) est menacée par l'**insécurité**. Ils éprouvent des difficultés à s'approvisionner en matières premières. Des bandes armées attaquent les collecteurs. Près de 80 malfaiteurs lourdement armés ont attaqué la ville d'**Ambatofinandrahana**, des maisons ont été incendiées, une femme enceinte a été brûlée vive. Des **violents affrontements** se sont produits entre 30 bandits armés et les habitants de **Betrandraka** (district de Tsaratanàna). La population d'**Antsalova** (région Melaky) se plaint des fréquentes **attaques de dahalo**. 50 dahalo armés de fusils d'assaut ont attaqué le village d'**Ankilisoa**. Cinq personnes ont été tuées, plusieurs blessées. **Les dahalo ont incendié des habitations et enlevé quatre otages**. Un incendie d'origine criminelle a détruit 110 foyers à **Antsakabary**, localité frappée l'an passé par l'expédition punitive de policiers.

**Couvre-feu à Morondava. La capitale du Menabe a connu de violentes manifestations dans plusieurs quartiers.** Les manifestants protestaient notamment contre la libération de six présumés dahalo. Des pillages se sont produits et les manifestants armés de sabres et de fusils ont lancé des pierres contre des véhicules. Un homme a été abattu par les forces de l'ordre. En représailles, les manifestants ont incendié un poste de gendarmerie. Quatre personnes auteurs de vandalisme et d'actes de banditisme ont été arrêtées. Le député de Morondava a été convoqué ; Il est reproché aux animateurs de sa radio locale d'avoir incité la population à commettre des actes de déstabilisation.

A **Brieville-Ambatondrazaka**, un peloton militaire d'une trentaine d'hommes commandé par un colonel s'est livré à une **vague d'exécutions sommaires**. Plus de six personnes ont été arrêtées puis fusillées. Rackets et tortures sont dénoncés par la population. Des libérations de prévenus sont obtenues moyennant rétribution.

Un sergent-chef responsable du magasin d'armes du camp du Capsat à Antananarivo, membre reconnu d'un gang, a été abattu par la police. Ses pairs ont dénoncé une **exécution sommaire**.

**Justice populaire : 152 morts en deux ans.** Dans le cadre du 70e anniversaire de la DUDH, le Haut-commissariat aux droits de l'homme a présenté un rapport sur la justice populaire à Madagascar. Des pratiques qui ont pris des proportions inquiétantes ces dernières années et qui sont devenues courantes, banalisées et bien souvent impunies.



**La voiture ouvreuse du cortège du premier ministre incendiée par la foule après avoir fauché deux enfants des rues.** Les passants témoins du drame ont renversé le véhicule et malmené ses occupants, puis l'ont incendié. Pour *L'Express*, cet évènement « *entache l'humilité et l'exemplarité des hauts responsables étatiques* », mis en avant par le premier ministre lors de sa prise de fonction.

**Cinq kidnappeurs ont été placés sous mandat de dépôt.** Deux d'entre eux sont les auteurs principaux de l'enlèvement de l'épouse d'un *karana*, important concessionnaire automobile. Deux femmes et un homme ont été arrêtés à Analamahitsy pour le **vol d'un nourrisson de trois mois vendu 800 000 Ar à un couple**.

Sommet de la Francophonie 2016 : **36 prestataires affirment être victimes d'engagements non tenus et d'impayés de l'Etat pour un montant de 6 milliards Ar.** Les représentants des organisations internationales, partenaires techniques et financiers de Madagascar, auraient été saisis.

« **Affaire Anjozorobe : présence confirmée de Matthieu Rajaonarimampianina** », titre *Midi*. En février 2016, un jeune natif du Sud a été tué lors d'une fusillade à la carrière d'Ankaraoka, dans le district d'Anjozorobe, sur fond de litige portant sur la propriété de la carrière de cristal titane exploitée par 200 personnes. Hery Rajaonarimampianina avait nié toute implication de son fils en affirmant qu'il ne se trouvait pas sur les lieux le jour de la fusillade.

« **Justice française : saisie des biens mal acquis de Mamy Ravatomanga** », titre *lalignedemire.info*. Les villas de Nanterre gérées par trois sociétés civiles immobilières et appartenant à cet homme d'affaires proche d'Andry Rajoelina auraient été saisies à titre conservatoire en juin par la justice française. Les enquêtes sur les biens mal acquis de Mamy Ravatomanga avanceraient à grands pas. Des perquisitions menées à Antananarivo par les magistrats financiers du parquet de Paris et d'Antananarivo, avec l'assistance du Samifin, auraient permis de saisir des documents compromettant pour l'homme d'affaires.

La femme d'affaires **Claudine Razaimamonjy**, ex-conseillère spéciale du chef de l'Etat, **a été acquittée au bénéfice du doute dans l'une des affaires la concernant**. Elle demeure en prison dans l'attente du verdict pour plus d'une dizaine d'autres affaires de détournement, abus de fonction, recel de deniers publics et favoritisme. Pour *Les Nouvelles*, Claudine Razaimamonjy a été une pièce maîtresse pour le financement du parti présidentiel HVM.

**Mbola Rajahona**, opérateur économique et conseiller spécial du chef de l'Etat démissionnaire, **a de nouveau été cité dans une affaire d'infraction douanière à grande échelle**. Plusieurs de ses sociétés de d'importation et de transit apparaissent dans une liste de déclarations suspectes de marchandises.

**Les indemnités de mission allouées aux fonctionnaires** représentent une somme faramineuse qui pèse lourdement sur le budget de l'Etat. Pour assurer plus de transparence, un logiciel spécifique sera mis en place. Certains agents en mission utiliseraient toutes sortes de subterfuges pour accroître le montant des indemnités perçues.

**L'Autorité routière de Madagascar dans le collimateur de la justice**. Des irrégularités auraient été constatées dans le cadre de la mise en œuvre du « *Projet d'urgence pour la préservation des infrastructures et la réduction de la vulnérabilité* » financé par la Banque mondiale. Cette affaire de détournement porterait sur 10,4 millions de dollars.

**Détournements au sein de la Croix Rouge : le secrétaire général et deux comptables placés sous mandat de dépôt** suite au défèrement du dossier au Pôle anti-corruption par la Bianco. Le montant du préjudice s'élèverait plus de 1,1 million d'euros. D'autres dossiers concernant ces affaires sont encore en cours d'instruction par la Bianco.

**Le ministère de l'éducation nationale ambitionne de réduire le taux d'analphabétisme de 25 % d'ici 2030** grâce à la rénovation de la stratégie nationale d'alphabétisation. Le taux d'analphabétisme est encore élevé à Madagascar : il varie de 24 à 29,7 % selon les tranches d'âge.

**La peste est de retour**. Seize cas suspects et quatre décès ont été recensés, dans quatre régions en un mois et demi. Le ministre de la santé se veut rassurant ; il indique avoir pris toutes les mesures nécessaires pour limiter la propagation de l'épidémie. **Une vaste opération d'assainissement a été lancée dans la capitale**. Un accord de partenariat a été signé entre la commune d'Antananarivo et l'ONG Positive Planète Internationale pour financer des travaux de ramassage d'ordures dans la capitale. L'AFD, la région Ile de France et la fondation Suez contribuent au financement de ce projet mais la pérennisation de ces opérations est inenvisageable, faute de moyens.

**La vente illicite de médicaments perdue**. L'Ordre des pharmaciens proteste contre l'inaction des autorités et alerte sur les dangers que ces trafics font courir à la population.

**Seuls 14 % des jeunes femmes Malgaches ont recours à la contraception**. Un constat inquiétant alors qu'avant la crise politique de 2009, 25 % des adolescents utilisaient des moyens contraceptifs. Les associations de terrain s'alarment également du nombre croissant de jeunes qui se prostituent. Les jeunes filles mineures sont de plus en plus **victimes de violences sexuelles à Nosy-Be**.

**Un réseau de prostitution malgache a été démantelé à Maurice**. A la tête du réseau, une femme qui faisait venir des jeunes malgaches dotées de visas de tourisme.

**L'Autorité nationale de régulation de la communication médiatisée n'a pas été mise en place avant la démission du chef de l'Etat**. Selon l'observatoire des médias Ilontsera, ce manquement pourrait compromettre le traitement équitable et égalitaire de tous les candidats à la présidentielle.

**La précarité des conditions de travail des journalistes influe sur la qualité de leur rendu, souligne le représentant résident de la FES** dans le cadre d'un atelier tenu avec des représentants de la profession.

« **250 milliards Ar de ressources naturelles sortent du pays chaque année sans passer par les caisses de l'Etat** », déplore le président du Bianco qui pointe du doigt « *les magouilles des hauts responsables* » protégés par diverses immunités.

**Un protocole d'accord a été signé entre le ministère de l'environnement et la FAO** dans le cadre du Programme pour l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux financé par l'UE. L'objet de cet accord est de renforcer la gouvernance forestière et la mise en œuvre du plan d'actions CITES pour les bois précieux de Madagascar.

**Transparency International et l'Alliance Voahary Gasy (AVG) ont dénoncé la proposition de mécanisme d'audit des stocks de bois précieux et le plan d'utilisation de ces stocks** que le gouvernement entend faire adopter par le Comité permanent de la CITES à Sotchi (Russie).

Le **projet Ambatovy** a payé à 20 communes et deux régions concernées par l'exploitation les importantes **ristournes minières** qui n'avaient pas été réglées pour la période de fin 2012 à mi-2018. Un règlement suspendu à la publication de textes réglementaires définissant le périmètre concerné et la clé de répartition des redevances.

La **hausse de la radioactivité** observée dans la région Anosy et à proximité de **l'exploitation de QMM à Tolagnaro** reste en deçà des taux admis, selon les experts consultés. « *Les nouvelles propagées ne sont pas fondées* », affirme l'administration. Le comité de **suivi environnemental** régional qui se réunit régulièrement depuis 10 ans déclare que le bilan de l'activité de QMM est **globalement satisfaisant. Une appréciation contestée** par des associations locales.

Un projet de **barrage hydroélectrique confié à une filiale du groupe italien Tozzi Green** provoque une levée de boucliers sur trois communes des districts d'Antsirabe et de Fandriana. Le projet va notamment provoquer le déplacement de milliers de familles et la disparition de près de 2 000 ha de cultures. La société civile et les Eglises soutiennent la population et dénoncent un manque de concertation.

**Fioul lourd de Tsimiroro** : Madagascar Oil passe au stade du développement commercial. Un terminal pétrolier sera construit à Maintirano, les voies d'accès réhabilitées. Un contrat a été signé avec la Jirama qui va pouvoir s'approvisionner en carburant à des conditions avantageuses. Madagascar Oil vise également le marché extérieur. Plusieurs programmes de RSE sont annoncés.

L'Omnis va octroyer **les licences d'exploration de 44 blocs pétroliers offshore** sur le bassin de Morondava. Madagascar possède 249 blocs pétroliers dont 24 ont été attribués pour exploration. Depuis quelques années, le gouvernement a suspendu l'attribution de nouvelles licences d'exploration en attendant l'adoption du nouveau code minier et pétrolier, qui est toujours en gestation.

Inquiétude concernant la **reprise constatée de l'exploitation aurifère de la société chinoise Mac Lai Sime Gianna** à Vohilava (district de Mananjary), fermée le 30 décembre 2017 par la police des mines. Le redémarrage aurait été rendu possible avec la complicité de l'administration. La population a organisé une manifestation et adressé une réclamation aux autorités. Elle a reçu le soutien de plusieurs organisations de la société civile.

**Deux ans après la révolte populaire à Soamahamania pour contester l'exploitation aurifère de la société Jiuxing Mines, la population et les natifs de la commune reviennent à la charge.** La société chinoise a libéré les lieux mais a conservé son permis d'exploitation. Le porte-parole de la population a affirmé à l'occasion d'un rassemblement que la vigilance reste de mise à l'approche des échéances électorales.

**400 plants de pachypodium ont été saisis** par des agents du parc national de l'Isalo. Les trafiquants ont affirmé avoir obtenu des autorités administratives locales les autorisations nécessaires. Une **vindictte populaire** a été évitée de justesse avant l'arrivée des forces de l'ordre.

**La prolifération des chenilles légionnaires menace gravement la production de maïs.** Introduites dans la Grande île en février 2017, elles sont à l'origine d'une perte de rendement de plus de 47 %. Toutes les régions sont touchées.

Le ministre de l'environnement, de l'écologie et des forêts affirme que **80 % des forêts de Madagascar sont partiellement voire totalement détruites.** La production de charbon de bois et l'exploitation des forêts pour le bois de chauffe constitue la source principale de déforestation, à laquelle s'ajoutent les dommages causés par les populations migrantes qui y trouvent refuge.

**Daewoo s'intéresse encore aux activités d'agrobusiness à Madagascar.** La Corée du Sud, qui entretient des liens étroits avec la multinationale, n'aurait pas renoncé à ses projets divulgués en 2008 et qui ont contribué à la chute du régime Ravalomanana. Le Collectif Tany, préoccupé par l'activisme diplomatique de la Corée du Sud, a adressé une lettre ouverte à l'ambassadeur pour lui demander de préciser ses intentions.

La **sécurisation foncière** est en marche mais **le chemin à parcourir reste encore très long.** Un an après le lancement d'une opération soutenue par la Banque mondiale, 116 500 parcelles dans 13 communes de cinq régions ont été certifiées. Le rythme s'accélère. Prochain objectif fixé : 500 000 certificats délivrés dans 191 communes dans les 5 ans à venir. Près de 1 500 communes devront encore attendre... Le transfert des **terrains coloniaux** à l'Etat pour que celui-ci puisse ensuite les céder à des particuliers demeure extrêmement compliqué et démobilise les familles qui les ont mis en valeur.

**Le groupe italien Tozzi Green cultive du maïs et du soja en alternance sur 3 500 ha dans la région Ihorombe.** Après un début difficile, les rendements ont progressé et sont jugés très satisfaisants. La société, qui a investi 9 millions d'euros dans cette mise en valeur, est devenue l'un des grands fournisseurs de maïs sur les marchés locaux et les producteurs de provende. Elle a fourni 1 900 tonnes de maïs au PAM. Le Collectif Tany rappelle que Tozzi Green s'est

rendu célèbre depuis les années 2010 quand **les communautés locales ont été expulsées de leurs terres** pour un projet avorté de plantation d'agrocarburant sur plus de 6 600 ha consacrés désormais aux cultures de maïs et de soja.

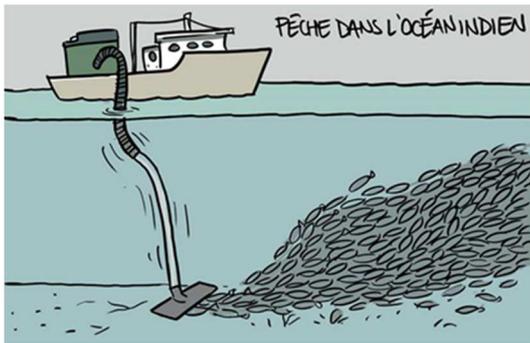
**Croissance inclusive et résiliente : un crédit de 60 millions de dollars approuvé par la Banque mondiale.** Ce programme s'inscrit dans le « **Cadre de Partenariat Pays** » qui vise notamment à aider la Grande île à accroître la résilience des personnes les plus vulnérables.

**La 2e phase du projet « Pôles intégrés de croissance et corridors »** bénéficiera d'un financement de la Banque mondiale, notamment pour la croissance durable des secteurs tourisme et agribusiness. La 1<sup>ère</sup> phase du projet avait bénéficié en 2014 d'un crédit de 50 millions de dollars.

**La 4<sup>e</sup> revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI s'est achevée sur un bilan globalement positif. Une nouvelle tranche pourrait être débloquée prochainement.** Le programme de réformes structurelles progresse. Parmi les points noirs : un niveau de dépenses sociales plus faible que prévu et le retard dans l'adoption des textes sur le recouvrement des avoirs illicites et le blanchiment d'argent. La vérité des prix des carburants reste à poursuivre.

**Renforcement de capacité des enseignants : 764 000 euros de l'UE.** Proposé par l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) océan Indien, le projet, d'une durée de 3 ans, vise à améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage à partir des écoles normales supérieures et avec le concours des universités malgaches.

Hery Rajaonarimampianina, quelques jours avant sa démission, a participé au **Sommet du Forum sur la coopération entre la Chine et l'Afrique. Plusieurs importants accords ont été signés**, pour des projets d'équipement structurants (port, aéroport, autoroute, lignes ferroviaires, forages de puits...). Madagascar sera concerné par les initiatives majeures qui seront mises en œuvre par la Chine au cours des trois prochaines années en faveur des pays d'Afrique, a déclaré Xi Jinping.



**Dans le cadre de ce forum, un accord-cadre pour le développement de l'économie bleue** représentant un montant global d'investissement de 2,7 milliards de dollars sur 10 ans a été conclu. Il prévoit la création d'au moins 10 000 emplois directs à Madagascar dans les trois prochaines années. **Les pêcheurs malgaches font part de leurs préoccupations** suite à l'annonce de l'arrivée dans ce cadre d'une flotte de 330 navires chinois. Actuellement, indiquent-ils, seuls 40 à 60 navires de pêche parcourent les côtes de la Grande île et les petits pêcheurs sont déjà lésés. **Le secteur d'activité national risque d'être irrémédiablement condamné.**

**Coopération sino-malgache : les échanges ont atteint 1,23 milliard de dollars en 2017.** La Chine est le premier partenaire commercial, la première source d'importations et la quatrième destination des exportations malgaches. Le conseiller économique de l'ambassade note cependant que la part de Madagascar dans l'ensemble des investissements publics et privés de son pays sur le continent africain reste modeste et accuse un certain retard. La Chine souffrirait encore à Madagascar d'une mauvaise image et d'une certaine forme de résistance sociale et culturelle.

**La Russie veut renforcer la coopération militaire avec Madagascar.** Une délégation militaire russe a débarqué dans la Grande île dans le cadre du rapprochement entre les deux armées. La visite s'est concrétisée par la signature d'un accord de coopération.

**Madagascar intéresse des investisseurs coréens.** Lors de son déplacement en Corée, le ministre de l'industrie a évoqué avec des industriels locaux la possibilité d'implanter dans la Grande île une usine de montage de véhicules destinés à l'exportation sur le continent africain.

**Signature d'une convention de financement avec AFD pour le projet « Gouvernance urbaine du Grand Antananarivo ».** L'accord consiste en un don du gouvernement français d'un montant de cinq millions d'euros. Le projet vise à améliorer la planification de l'agglomération et l'efficacité des services urbains sur les 27 communes.

**L'assainissement des zones franches a commencé.** Avec l'appui du premier ministre, le ministre de l'industrie a décidé d'assainir les zones et entreprises franches. Sur 604 entreprises franches, 54 % ont vu leur agrément retiré et relèvent désormais du droit commun.

**Retour des délestages.** La grogne des usagers se fait jour à nouveau dans de nombreuses villes. Les problèmes d'approvisionnement en carburant en sont la cause. Les pétroliers refusent désormais de faire crédit à la Jirama, qui accuse des milliards d'Ar d'arriérés de paiement. La société d'Etat est contrainte d'organiser des délestages tournants pour réduire sa consommation de fuel.

**Centrale hydraulique de Volobe : d'une puissance de 120 MW, elle assurera l'alimentation de 350 000 foyers de Toamasina et d'Antananarivo d'ici 2023.** Les contrats de concession et d'achat ont été signés avec la Jirama. Des

négociations vont pouvoir s'engager avec les prêteurs. Les actionnaires initiaux sont Jovena (groupe Axian) et la société française de travaux publics Colas.

**Partenariat stratégique entre Air Madagascar et Air Austral : l'Etat malgache, qui reste actionnaire majoritaire, a consenti au paiement de 80 millions de dollars de dettes d'Air Madagascar** afin de faire avancer le processus de redressement. Un effort colossal jugé excessif par certains eu égard aux besoins essentiels de la population qui ne sont pas satisfaits.

**Une décision des autorités remet en question l'accord de partenariat entre Air Austral et Air Madagascar**, écrit *La LOI*. La Banque mondiale a fait part de sa perplexité face l'autorisation accordée par le ministre des transports à « *Ethiopian Airlines de multiplier ses fréquences de façon significative* ». Cette situation violerait la clause de non-concurrence incluse dans l'accord de partenariat signé entre Air Madagascar et Air Austral. Ce dossier pourrait être la source de graves difficultés avec le FMI, estime la *Lettre*.

**L'Ariary a atteint son plus bas niveau depuis cinq ans**. Cette dévaluation vertigineuse ne peut qu'avoir des impacts très négatifs sur l'économie nationale, juge *Tribune*.